



Conseil démocratique kurde en France

---

## Résistance contre la saisie des Mairies HDP par l'État turc

---

Lundi 19 août, les trois plus grandes villes du Nord-Kurdistan administrées par le Parti démocratique des Peuples (HDP) ont été privées de leur Maire sur décision du ministre de l'intérieur turc. Élus respectivement à 63%, 56% et 53% des voix le 31 mars dernier, les Co-maires de Diyarbakir (Selçuk Mizrakli), Mardin (Ahmet Türk) et Van (Bedia Özgökçe Ertan) ont été destitués de leur mandat et remplacés, manu militari, par des Préfets désignés le jour-même par le gouvernement turc.

Le même jour, des centaines de personnes, surtout des conseillers municipaux, mais aussi des dirigeants et membres du HDP ont été arbitrairement arrêtés.

On assiste là à un énième coup porté par le régime d'Erdogan à la démocratie et à la volonté du peuple kurde. La Turquie reprend la vague de répression commencée en 2016 qui avait conduit à la destitution de 95 Maires kurdes du HDP sur les 106 élus en 2014. Aux élections locales du 31 mars dernier, le HDP a récupéré 63 mairies dépouillées de leurs ressources par les fonctionnaires nommés par le gouvernement pour, soi-disant, les administrer. Aujourd'hui, le HDP ne dispose plus que de 60 municipalités, un chiffre qui risque encore de baisser au cours des jours et semaines à venir.

Depuis lundi, la population de Diyarbakir, Mardin et Van est dans la rue pour protester contre ce que le Co-maire destitué de Diyarbakir, Selçuk Mizrakli, a qualifié de « séisme pour les principes et valeurs de la démocratie ». Les manifestations qui ont lieu également dans les grandes métropoles de Turquie, comme Ankara et Istanbul, sont très durement réprimées par les forces de l'ordre.

On ne peut plus le nier : la Turquie a franchi depuis longtemps le seuil du fascisme et de la dictature. Prétextant d'une prétendue lutte contre le terrorisme, elle réprime à l'intérieur et se livre à des agressions militaires à l'extérieur, tout cela dans le cadre de sa politique anti-kurde. Après avoir envahi en 2018 la ville kurde d'Afrin au nord de la Syrie, avec le soutien d'une horde de djihadistes, elle menace aujourd'hui d'occuper le reste du Rojava.

Parallèlement, elle mène des incursions armées au Sud-Kurdistan (nord de l'Irak) qu'elle est en passe d'envahir, dans le silence consternant du gouvernement régional du Kurdistan (KRG), de l'Irak et de la communauté internationale.

On ne peut plus continuer à se taire face aux pratiques de la Turquie, à ses violations des droits humains et de la démocratie, à ses massacres et à son expansionnisme. Se taire reviendrait à dire « OUI » au fascisme.

Nous appelons les autorités françaises à réagir face à ce grave coup porté à la démocratie et à faire pression sur la Turquie pour le rétablissement des maires déchus dans leurs fonctions et la libération des prisonniers politiques.

Nous demandons aux institutions européennes de rappeler la Turquie à l'ordre et de prendre les mesures qui s'imposent dans les situations de violation grave de la démocratie.

Nous appelons les élus et toutes les forces démocratiques en France à se mobiliser à nos côtés pour dire « STOP » au fascisme et à la dictature en Turquie.